

L'ASPECT ETHIQUE DANS LA PROFESSION D'AGRONOME, QUEL RAPPORT AVEC LES SAVOIRS LOCAUX ?

Dominique JANNINI EYMA¹

Quels sont les savoirs et savoir-faire des peuples qui peuvent être qualifiés de "locaux" ou autochtones ?

Selon l'UNESCO, « les "savoirs locaux" désignent un ensemble assez diversifié et complexe de savoirs, savoir-faire, pratiques qui sont perpétués et développés par des personnes ayant une longue histoire d'interaction avec leur environnement naturel ».

Nombreuses sont les expressions utilisées pour désigner ces savoirs, citons :

- savoir écologique traditionnel, ou en anglais (TEK = traditional ecological knowledge) ;
- savoir local ;
- savoirs ruraux ou savoirs d'agriculteurs ;
- ethnobiologie/ethnobotanie/ethnozoologie.

En fait, ces appellations expriment toute une approche ou des stratégies de conservation intégrées et durables qui sous-entendent une gestion adaptée des espaces et des ressources naturelles.

Le contexte même d'utilisation de l'expression dite "savoirs locaux", amène automatiquement une question : sont-ils opposés ou concurrents aux savoirs scientifiques ?

En termes pratiques, on peut faire mention des systèmes internationalement connus désignés comme

1 Directrice du premier cycle, Présidente du Comité d'éthique (UEH).

« agro-sylvo-pastoralisme », ou plus spécifiques aux associations de culture dans les exploitations paysannes haïtiennes.

Mais, n'oublions pas que tout savoir lié à la paysannerie est qualifié de "local", en opposition aux approches dites scientifiques ou modernes. Il suffit de penser, par exemple, à l'existence de races différentes au sein de certaines productions animales. Elles sont issues de la sélection massale des espèces et des races animales effectuées par les paysans confrontés à certaines difficultés environnementales.

Pourquoi donc cet intérêt ? Quel rapport avec les questions « d'éthique de la recherche » ? Cette dernière pèserait-elle sur la pérennité des savoirs locaux ?

Ces considérations nous amènent donc aux questionnements nécessaires, à caractère éminemment éthique, au sein d'une profession qui semble au prime abord toute empreinte de "technicité". Comment concilier les enjeux environnementaux et socio-économiques ? L'agronomie n'a-t-elle pas pour vocation première de nourrir l'homme ? Et si lutter contre la faim et diminuer les indices de sous-développement des peuples équivalent à leur faciliter l'accès à une technologie qui leur permettrait de mieux s'alimenter, où est le débat ?

Certes, les programmes de recherche ou de conservation apportent de précieux éclairages sur la pertinence des pratiques locales. Mais, ne devons-nous pas nous soucier des conséquences prévisibles – sur le plan écologique, économique, social et politique – des pratiques que nous proposons après l'analyse de nos résultats de recherche ?

Un exemple d'actualité : les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM). Quand nous « distribuons » gracieusement aux agriculteurs des semences qui donneront des plantes à graines ou à grains sans pouvoir germinatif (donc volontairement stérile) ou, au contraire qui sont à caractère très invasif, à quoi exposons-nous les agriculteurs ? Au delà de la conséquence indirecte de perte de la biodiversité, il faut souligner dans l'immédiat une diminution du potentiel productif autonome des populations.

On constatera alors que dialogue, négociation et confrontation sont au cœur des problématiques de production agricole d'une part, et de conservation du milieu d'autre part. Sans parler des impacts divers comme les risques pour la santé, la transmission à l'homme de la résistance aux antibiotiques, la nocivité pour les insectes utiles comme les abeilles... On pourrait rallonger la liste.

Loin de nous, ici, l'idée de faire le procès des OGM, mais cet exemple illustre bien comment l'application de nouvelles techniques de multiplication ou de plantation peuvent entraîner une perturbation dans les modes de productions locales, et conduire progressivement à la disparition des modes de savoir-faire, et donc, à la disparition des savoirs locaux, des produits eux-mêmes ou de certaines variétés, et ainsi de la diversité biologique. D'ou, la question éthique...

Ma collègue a souligné l'aspect de la question d'éthique de la recherche liée au maintien de la biodiversité, plus particulièrement en rapport à la question de la pharmacopée locale. En faisant mention de cette même question de biodiversité et en relatant parallèlement le concept des OGM, je voulais soulever la question du rôle "d'accompagnement social" qui est dévolu à certaines professions. Il semblerait que c'est le cas des personnes qui se dirigent en agronomie !

Mais j'ai envie de poser la question pour d'autres catégories de professionnels. Quid des Sociologues, des Anthropologues et des Ethnologues ?